



Octobre 2007

**Le 4 octobre, Eric Woerth a décidé de lancer la fusion totale de la DGI et de la DGCP en s'appuyant sur des principes dictés par le Président de la République.**

**La fusion s'inscrit donc dans la logique actuelle du moins d'Etat, moins de fonctionnaires, moins de garanties statutaires, pas de reconnaissance financière.**

Le 18 octobre, plusieurs secteurs de l'Etat seront en grève contre ces logiques et pour faire entendre leurs revendications. La fusion ANPE-UNEDIC soulève les mêmes problèmes que chez nous, l'absence de revalorisation des salaires pénalise tous les fonctionnaires et les suppressions d'emplois publics accélèrent partout la dégradation des conditions de vie au travail.

**Parce que ces choix sont inacceptables,  
GRÈVE LE 18 OCTOBRE.**

**Parce qu'il y a nos revendications à satisfaire,  
GRÈVE LE 18 OCTOBRE.**

Nous tenons à revenir sur la question de la « fusion », pas assez considérée comme un danger, et un danger immédiat car tout va se mettre en place très vite. Le ministre doit nous recevoir le 22 octobre, voici ce que nous dénoncerons après avoir décortiqué son discours.

## **FUSION DGI-DGCP = REFORME DE L'ÉTAT = SUPPRESSIONS D'EMPLOIS**

*« Avoir ainsi placé cette fusion au centre de la modernisation de l'Etat n'est pas anodin.  
Cela correspond à une conviction profonde. »*

C'est ce qu'a dit Eric Woerth le 4 octobre, or, depuis 2 000, l'exemplarité de la DGI en matière de modernisation a conduit à la suppression de 6 500 d'emplois. A la DGCP, ce sont 800 trésoreries qui ont été rayées de la carte, avec par surcroît, 4 500 suppressions d'emplois.

Objectif 2017 : 60 000 emplois en moins, selon Eric Woerth interviewé dans la revue Challenges du 4 octobre.

## **FUSION DGI-DGCP = FUSION DES REGLES DE GESTION = REGRESSION**

*« Nous allons bâtir une nouvelle administration centrale unique avec un DG unique...  
L'organisation des directions locales uniques sera redéfinie, notamment s'agissant des fonctions support qui seront le plus largement possible mises en commun. »*

La fusion de la GRH est donc placée en première ligne. La création de 2 filières une « fiscale » et une « gestion publique » ne donne aucune garantie et le danger, c'est un nivellement par le bas des règles de gestion. La prise du pouvoir par les TPG risque de s'accompagner de la généralisation de leurs méthodes de management.

**Il faut réagir tout de suite !**

## **FUSION DGI-DGCP = DIALOGUE SOCIAL = PAS DE NEGOCIATIONS**

*« Vous serez réunis pour discuter de la méthode à adopter.*

*J'ai bien évidemment mon idée sur la question, mais je souhaite que vous puissiez nous faire part de votre point de vue préalablement ».*

Depuis juin, le SNUI argumente contre la fusion globale et pour la reconnaissance des efforts déjà fournis. C'est bien sur le fond que nous voulons peser, sur les conséquences à long terme pour les agents. Mais le ministre n'a donné aucun gage pour l'amélioration du dialogue social. Comme ses prédécesseurs, il n'utilise pas le mot « négociations », il se contente de renvoyer aux calendes grecques une « discussion » sur les rémunérations.

## **FUSION DGI-DGCP = ECONOMIES = PAS DE REVALORISATION FINANCIERE**

*« Les contribuables qui payent leurs impôts attendent en retour que les services de l'Etat améliorent leur performance. Tous les agents bénéficieront d'une prime, à l'instar des primes de modernisation les plus récentes. Il n'y a pas de raisons de ne pas poursuivre les plans pluriannuels de qualifications ».*

Le message est clair : la productivité individuelle va devoir encore s'intensifier et la carotte sera toujours aussi ridicule : une petite prime pour solde de tout compte ! Rappelons-nous que la dernière prime de fusion, il y a une trentaine d'années, s'élevait à deux mois de salaire, pas à 320 euros ! Rappelons-nous aussi que les derniers plans de promotions ne sont pas du tout à la hauteur de l'évolution des qualifications des agents.

## **FUSION DGI-DGCP = DILUTION DES METIERS = CASSE DU STATUT**

*« Aucun agent n'aura à changer de métier contre sa volonté.*

*Les agents qui gèrent l'assiette auront progressivement à étendre leur champ de compétence aux opérations de recouvrement, et réciproquement.*

*Nous allons leur demander d'œuvrer à la constitution d'une culture commune. »*

Encore plus de polycompétence, une nouvelle dose d'indicateurs, un encadrement encore moins technicien qu'aujourd'hui... c'est bien la disparition de notre savoir-faire, la dilution de nos métiers et de notre technicité qui s'organisent.

De plus, les précautions oratoires du ministre ne doivent pas nous faire oublier le discours du chef de l'Etat à Nantes. La culture future de la fonction publique doit être calquée sur celle du privé, avec la contractualisation individuelle, la rémunération au mérite, la mobilité imposée pour prétendre à une promotion.

C'est vers la suppression du statut qu'on nous conduit !

## **FUSION DGI-DGCP = FUSION ANPE-UNEDIC = CASSE DU SERVICE PUBLIC**

Le 18 octobre, il n'y aura pas grève qu'à la SNCF. Tous les fonctionnaires sont appelés à revendiquer pour leur pouvoir d'achat et pour le service public, les personnels de l'ANPE et de l'UNEDIC se mobilisent eux aussi contre la fusion de leurs services.

**A la DGI, comme dans tous les services de l'Etat, le mécontentement est général, mais il ne parvient pas à s'exprimer. Il faut lever les hésitations :**

**Le 18 octobre, revendiquons à la DGI et à la Fonction Publique pour l'amélioration de nos conditions de vie au travail, pour l'augmentation de notre pouvoir d'achat, pour le renforcement du service public.**

# **LE 18 OCTOBRE TOUS EN GRÈVE NATIONALE**